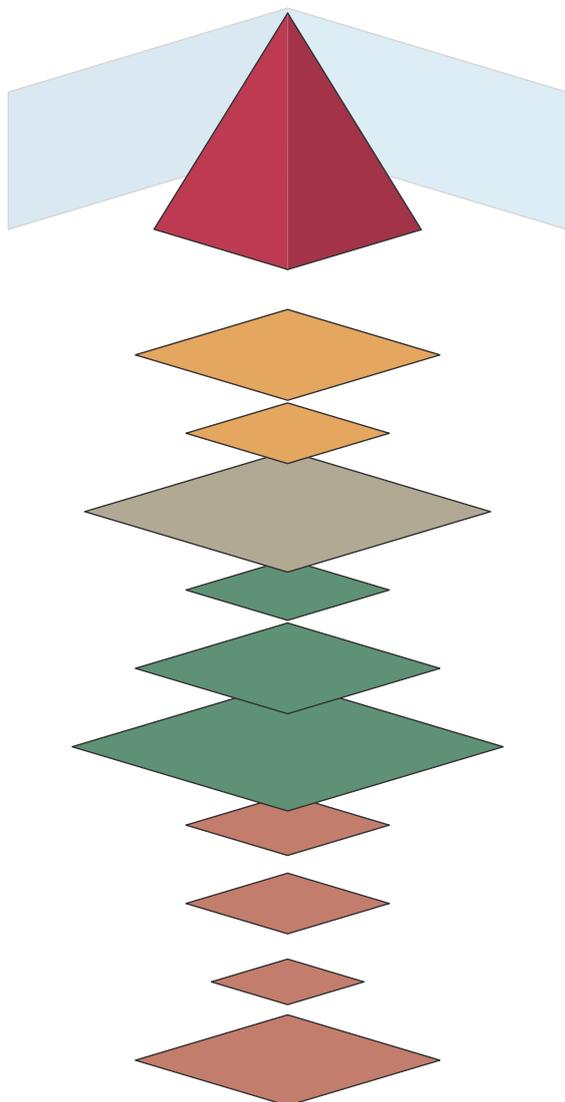




BURKINA FASO



5,49 SCORE DE CRIMINALITÉ

67^e sur 193 pays
21^e sur 54 pays africains
6^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS 5,35

TRAITE DES PERSONNES	6,00
TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	4,00
TRAFIC D'ARMES	8,00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	4,00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	6,00
CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENEUVELABLES	8,50
COMMERCE D'HÉROÏNE	4,00
COMMERCE DE COCAÏNE	4,00
COMMERCE DE CANNABIS	3,00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	6,00



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 5,63

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	3,50
RÉSEAUX CRIMINELS	6,50
ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	6,50
ACTEURS ÉTRANGERS	6,00

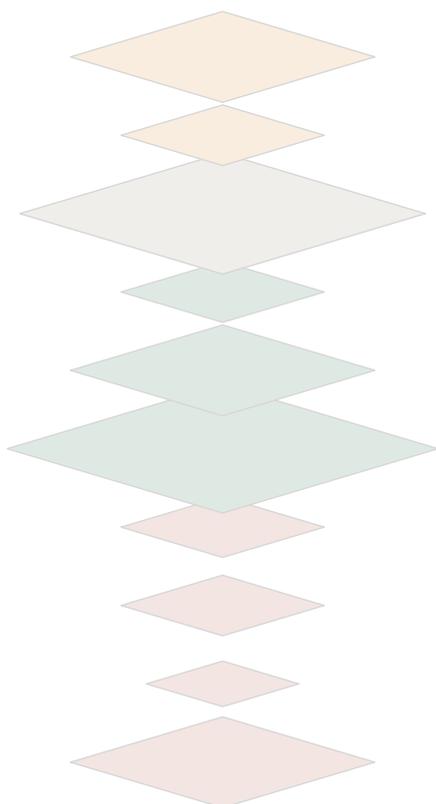
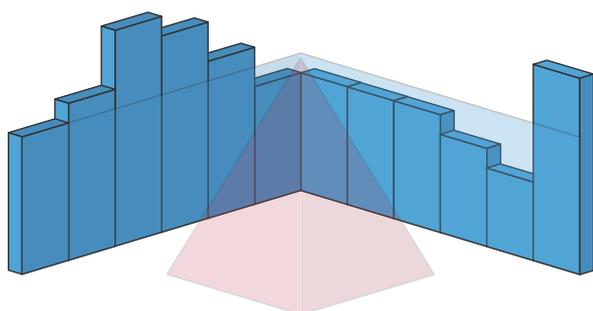


3,63 SCORE DE RÉSILIENCE

150^e sur 193 pays
28^e sur 54 pays africains
8^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest



 **BURKINA FASO**



3,63
SCORE DE RÉSILIENCE

150^e sur 193 pays
28^e sur 54 pays africains
8^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	3,50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	4,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	5,50
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	5,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	4,00
FORCES DE L'ORDRE	3,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	3,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	3,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	3,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	2,50
PRÉVENTION	2,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	5,00

5,49
SCORE DE CRIMINALITÉ

67^e sur 193 pays
21^e sur 54 pays africains
6^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

 MARCHÉS CRIMINELS	5,35
 ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	5,63



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Le Burkina Faso est un pays d'origine, de transit et de destination pour la traite des personnes associée au travail forcé, à la mendicité et à l'exploitation sexuelle. Bien que ce fléau concerne tous les profils démographiques, la traite des enfants est la plus répandue. Les familles se rendent souvent complices des trafiquants, qui leur promettent de scolariser les enfants, mais qui les forcent en réalité à chercher de l'or, ou à travailler comme laveurs dans des mines artisanales, ouvriers agricoles, vendeurs de rue ou encore domestiques. La mendicité est assez organisée, certains enfants y étant contraints lorsqu'ils fréquentent les écoles coraniques. De nombreux enfants sont par ailleurs victimes de la traite vers la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Togo à des fins de travail forcé ou d'exploitation sexuelle. En outre, les femmes des pays voisins sont souvent attirées au Burkina Faso par de fausses offres d'emploi, puis soumises à la prostitution ou au travail forcé dans les bars. Les mineurs des pays voisins, notamment du Niger, sont également exploités et de plus en plus contrôlés par des groupes djihadistes.

Le chômage, la sécheresse et les conditions socio-économiques difficiles poussent de nombreuses personnes, en particulier les jeunes, à quitter le Burkina Faso à la recherche de meilleures opportunités. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) autorise la libre circulation dans la région, mais les citoyens commencent également à utiliser les routes de contrebande vers le nord, en direction de la Libye, ainsi que la route méditerranéenne vers l'Europe.

COMMERCE

En raison des crises en cours en Côte d'Ivoire et au Mali voisins, le Burkina Faso est devenu une plaque tournante importante pour le trafic d'armes. Les armes sont fréquemment volées aux services de sécurité, et des réseaux criminels utilisent des armes légères et de petit calibre pour perpétrer des attaques visant les forces de l'ordre et les civils. Ces armes sont également utilisées lors d'affrontements interethniques et intercommunautaires, notamment dans la région du Liptako-Gourma, qui s'étend sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Dans ces trois pays, les conflits alimentent les flux d'armes illicites, et les groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique sont devenus de plus en plus actifs sur le marché du trafic d'armes.

ENVIRONNEMENT

Au Burkina Faso, des acteurs de la criminalité sont impliqués à la fois dans le trafic de la flore et de la faune. Des groupes armés, principalement affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique, ont pris le contrôle de territoires et intensifié l'extraction de ressources dans des zones auparavant protégées, offrant même parfois des moyens de subsistance à la population locale. Les groupes armés qui cherchent à tirer des profits de la vente de bois, de charbon de bois et d'autres matériaux contribuent à accroître la vitesse de dégradation de l'environnement. Si la plupart des pertes annuelles de zones boisées sont liées à l'agriculture, certaines espèces ont été détruites par des gangs qui se livrent au trafic de bois. Concernant la faune, les pangolins et les tortues du désert sont chassés et vendus illégalement à des bandes criminelles répondant à la demande venant d'Asie du Sud-Est. En 2017 a eu lieu en Côte d'Ivoire une saisie record de trois tonnes d'écaillés de pangolin, soit environ 4 000 animaux, dont une partie ont été capturés au Burkina Faso. La chasse illégale aux primates est également un problème connu au Burkina Faso, les animaux étant utilisés pour alimenter les marchés de la médecine traditionnelle.

Le Burkina Faso est un grand producteur d'or, dont l'exploitation est fortement liée aux moyens de subsistance, à la criminalité et à la corruption. L'analyse des émissions de mercure dans l'atmosphère montre que la quantité d'or extraite chaque année est nettement supérieure aux chiffres officiels. L'or est exporté illégalement vers les pays voisins ainsi que vers d'autres régions, notamment le golfe Persique. La montée de l'insécurité dans les zones proches des mines affecte les mineurs, les réseaux criminels, les entrepreneurs, l'État et les acteurs étrangers. L'extraction et le trafic de l'or sont des sources de revenus clés pour les groupes extrémistes violents du Burkina Faso, et il est probable que les bénéficiaires profitent aussi à des groupes au Mali et au Niger. Des groupes proches d'Al-Qaïda et de l'État islamique contrôlent les sites d'extraction d'or et ont autorisé l'exploitation artisanale de l'or dans des zones auparavant interdites. Les opérateurs formels d'extraction d'or artisanaux et à petite échelle ont été interdits dans certaines régions où les groupes sont les plus actifs et où le gouvernement a été chassé.

DROGUES

La capitale, Ouagadougou, est une plaque tournante importante du trafic de stupéfiants, notamment l'héroïne, destinés aux marchés européen et nord-américain. Drogue de luxe souvent associée au tourisme et à la classe supérieure, l'héroïne est introduite illégalement par voie aérienne le long de l'axe Mumbai – Addis-Abeba – Bamako ou Ouagadougou, et par voie terrestre le long de l'axe Bittou – Lomé – Cotonou – Lagos. Comme pour l'héroïne, la plupart des

drogues de synthèse sont également considérées comme des drogues de luxe, bien que le marché soit limité. Le trafic et la consommation de Tramadol augmentent rapidement, et ce produit, qui n'est pas un produit de luxe, alimente un marché plus important. En outre, de nombreuses saisies d'amphétamines sont réalisées chaque année. Le pays est également de plus en plus un pays d'origine pour le cannabis, acheminé vers le Bénin, le Ghana et le Mali, et cultivé le long de la frontière avec le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Togo. Mais il n'est pas rare de trouver cette drogue à Ouagadougou, dans la périphérie nord-ouest, à Bobo Dioulasso dans la vallée du Kou, et dans la région de Boromo. Bien que relativement limité, le cannabis est surtout consommé par les jeunes sans emploi et la communauté des expatriés. Le trafic de cocaïne est peu important, mais le Burkina Faso risque de devenir un pays de transit pour cette drogue par les routes sahéliennes et les pays voisins.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Au Burkina Faso, des groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique sont actifs et opèrent principalement dans les régions du nord et de l'est, plusieurs attentats ayant eu lieu à Ouagadougou. De nombreux groupes ont un nom connu et contrôlent un territoire, et bien qu'ils reçoivent le soutien de groupes djihadistes régionaux et internationaux, ils sont également impliqués dans le

crime organisé et exploitent les réseaux criminels locaux. Ces activités comprennent la contrebande de cigarettes et de médicaments de contrefaçon ainsi que l'extraction d'or illicite dans des régions où le gouvernement a été évincé. Les réseaux criminels se développent autour d'acteurs ayant des relations criminelles transactionnelles qui se recoupent. Ces réseaux criminels locaux ont étendu leur influence, leur ampleur et leur portée à l'extraction illégale d'or, au trafic de stupéfiants, à la contrebande, au trafic d'espèces menacées et au blanchiment d'argent. La plupart sont des transporteurs de bas niveau liés à des réseaux criminels basés dans les pays voisins.

Au Burkina Faso, de nombreux acteurs étatiques sont impliqués dans la corruption et le détournement de fonds, et si la coopération des acteurs intégrés à l'État avec les groupes djihadistes a diminué au cours des dernières décennies, les forces de sécurité et les élites gouvernementales sont aujourd'hui soupçonnées de faciliter le trafic de stupéfiants et la contrebande, notamment de carburant et de cigarettes. De plus, le Burkina Faso étant un pays de transit pour les marchandises faisant l'objet d'un commerce illicite, de nombreux acteurs étrangers sont impliqués dans les réseaux criminels burkinabés. Si les principaux acteurs sont locaux, la plupart des réseaux de trafiquants de drogue sont liés à des individus d'Amérique latine. De nombreux autres gangs, dont des groupes djihadistes, opèrent dans la grande région sahélo-saharienne.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Historiquement, la volonté politique de lutter contre le crime organisé est faible au Burkina Faso. Depuis 2015, le gouvernement a pris des mesures pour lutter contre la corruption systémique qui a sapé les efforts précédents. Cependant, les structures étatiques existantes peinent à fournir des services de base et présentent des dysfonctionnements dans de nombreux domaines. Si le gouvernement s'est efforcé d'enquêter sur les crimes économiques et politiques et de les punir, comme en témoigne l'adoption d'une législation anticorruption, des lacunes subsistent. La corruption est perçue comme assez élevée, et l'accès à l'information est également relativement faible. Les élites en place ont empêché le vote de réformes significatives depuis la transition du régime de Compaoré (1987-2014), mais des initiatives ont été menées pour accroître la transparence, la responsabilité et la coopération du gouvernement avec la société civile, en grande partie sous la pression de la société civile et du grand public.

Le Burkina Faso a ratifié tous les traités internationaux relatifs au crime organisé, et le pays coopère étroitement avec les organisations internationales, notamment l'ONU, INTERPOL, l'UE, la CEDEAO et les gouvernements étrangers pour lutter efficacement contre le crime organisé et le terrorisme. C'est un État de droit plus solide que de nombreux autres pays africains. Bien que des lois encadrent le crime organisé et des marchés criminels spécifiques, le pays manque de moyens pour les faire appliquer efficacement, et des exécutions sommaires par les forces de l'ordre ont été signalées.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le Burkina Faso a perdu le contrôle sur de nombreux territoires au profit de groupes extrémistes violents. Voisin de six pays, dont beaucoup sont confrontés à des problèmes d'insécurité et d'insurrection, le Burkina Faso est confronté à de nombreuses problématiques en matière de contrôle des frontières. Une aide extérieure

de la communauté internationale est nécessaire. Face à la menace de l'extrémisme islamique, des investissements internationaux et nationaux ont été réalisés pour renforcer les forces de l'ordre et les capacités d'enquête, mais ces investissements sont principalement axés sur la lutte contre le terrorisme plutôt que sur la criminalité organisée. Alors que des groupes terroristes attaquent parfois des convois de trafic de drogue, pillent régulièrement des villages et volent du bétail, de telles activités ne peuvent pas être qualifiées de crimes organisés et font rarement l'objet d'enquêtes prioritaires.

Des autorités et des instruments judiciaires sont en cours de développement pour répondre à la menace terroriste croissante émanant de mouvements extrémistes islamiques basés au Sahel. Le système judiciaire bénéficie aussi d'un soutien technique et d'un renforcement de ses capacités. Davantage d'efforts sont nécessaires pour renforcer les unités et soutenir les enquêtes, les poursuites et le jugement des affaires de crime organisé et de terrorisme. Une part importante de la population carcérale se compose de détenus en attente de jugement, ce qui laisse supposer que le traitement des affaires souffre d'un retard et d'une inefficacité judiciaire. Plusieurs attaques contre des civils, y compris des exécutions sommaires, ont été perpétrées par des membres des services de sécurité qui opèrent en toute impunité et sans avoir à rendre de comptes. Il existe des cas documentés de soutien de l'État burkinabé à des groupes « d'autodéfense » ou à des milices ethniques qui commettent des massacres en son nom. Le pays dispose d'une unité de forces de l'ordre chargée de lutter contre le crime organisé, mais celle-ci ne bénéficie du soutien d'aucune unité judiciaire spécialisée.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Bien qu'il existe des lois et des structures de base contre le blanchiment d'argent, leur application effective demeure un défi en raison des faibles moyens de la cellule de renseignement financier et de l'importance de l'économie informelle du pays. Cela est dû en partie à la complicité des acteurs étatiques, mais aussi à la nature informelle et monétaire de l'économie. Des progrès ont été réalisés, mais l'argent blanchi par l'ancien régime est toujours utilisé, et le gouvernement n'a pas répondu aux demandes de recouvrement d'actifs. La pauvreté reste élevée, et de nombreuses lacunes subsistent en matière de santé, d'éducation et d'égalité des sexes. En outre, la mise en œuvre des programmes est généralement laissée aux institutions locales en raison de la décentralisation et d'une culture d'auto-assistance, mais le soutien financier dépend souvent de donateurs étrangers. Tout un pan de l'économie n'est plus sous le contrôle de l'État à cause de l'insurrection djihadiste. Cependant, un récent plan gouvernemental axé sur la transformation structurelle de l'économie et de la protection sociale pourrait réduire les incitations à s'engager dans des activités criminelles. Il reste

difficile de faire des affaires au Burkina Faso en raison du taux de pauvreté et de la complexité des réglementations.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Bien que le Burkina Faso ne dispose pas d'un programme de protection des témoins, d'importantes mesures ont été mises en œuvre pour lutter contre la traite des personnes. Le gouvernement a tenté d'améliorer les procédures d'identification des victimes et a créé à Ouagadougou un centre d'accueil ouvert 24 h/24 fournissant de la nourriture, des vêtements, des soins de santé et une assistance juridique avec le soutien d'organisations internationales et non gouvernementales. Pourtant, la prise en charge de longue durée des victimes reste insuffisante. Les prestataires de services manquent d'argent et de ressources pour leur offrir protection et soins, et le gouvernement reconnaît que les services sont insuffisants pour les victimes, qui finissent souvent par retomber aux mains des réseaux de traite des personnes. Bien qu'il n'existe aucune stratégie officielle de l'État pour promouvoir la participation des victimes aux procès et que les mécanismes de soutien aux victimes de l'esclavage moderne doivent être renforcés, le pays est mieux loti à cet égard que d'autres États africains.

Certaines initiatives sont menées pour prévenir le crime organisé, notamment la formation des forces de l'ordre et une meilleure surveillance des frontières poreuses, mais il n'existe aucune activité de prévention menée par les communautés. Les traditions du Burkina Faso en matière de société civile sont remarquables, et le pays compte de nombreuses organisations, notamment des groupes de villageois et d'autres associations communautaires. Une multitude de groupes d'acteurs non étatiques, par exemple des syndicats professionnels, des groupes de défense des droits de l'homme et des associations promouvant l'alphabétisation, la protection de l'environnement et la défense des groupes vulnérables, sont essentiels pour la société civile du pays. Malgré une cohésion sociale relativement élevée, le pays connaît des troubles et un mécontentement public à l'égard des institutions gouvernementales.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.